

Les deux visages du journalisme européen

Quelques remarques depuis le monde de l'information européenne à Bruxelles

Gilles Bastin, chargé d'enseignement, École normale supérieure

En 1965, dans un article du *Journalism Quarterly*, Clara Meijers, une porte-parole de la Commission européenne, par ailleurs titulaire d'un *master* de journalisme, avançait l'idée que derrière le Marché Commun de l'époque se cachait en fait une «formidable histoire de relations publiques». Décrivant à la fois l'action de son institution en matière de communication et l'installation à Bruxelles d'entreprises de presse participant à la diffusion des informations délivrées par la Commission, elle établissait un lien vertueux entre l'économie de l'information à Bruxelles et l'économie européenne tout court. Le succès du Marché Commun était ainsi relié à celui d'une organisation des flux d'information dans la capitale de l'Europe.

Trente-quatre ans plus tard, l'histoire de l'Europe et celle de l'information européenne se croisaient une nouvelle fois très intimement. Le 16 mars 1999, au moment de présenter la démission de son collègue de commissaires face à plusieurs centaines de journalistes, Jacques Santer dénonçait en effet le «climat malsain» régnant dans la salle de presse pour expliquer ce fiasco. Pour lui, les «affaires» des mois précédents n'en étaient que dans les journaux. Elles n'en avaient pas moins conduit à une des crises majeures de l'institution depuis sa fondation.

Si dans les deux cas l'information et son traitement sont considérés comme décisifs, quelque chose a changé entre les deux dates. Pour le comprendre, il faut se placer au cœur de la relation qui lie les institutions européennes, en

particulier la Commission, et les professionnels présents à Bruxelles pour produire et traiter l'information. C'est-à-dire reconstruire ce que l'on peut appeler le «monde de l'information européenne» : explorer ses lieux privilégiés, comprendre ses règles de fonctionnement, suivre les carrières de ceux qui s'y engagent et voir comment ils y travaillent. On se rend compte alors que le visage de l'information européenne est double et que c'est sans doute la tension entre ces deux visages qui explique que la «formidable histoire de relations publiques» dont parlait C. Meijers soit devenue pour J. Santer un véritable cauchemar médiatique.

Les territoires de l'information européenne à Bruxelles

Pour comprendre le fonctionnement de ce monde bruxellois de l'information européenne, il faut d'abord faire un peu d'histoire. Dans les années 1950 et 1960, l'Europe ne réussissait pas encore à attirer l'attention des médias. Plusieurs témoignages de l'époque montrent que l'institution maîtresse de la politique européenne (la Haute Autorité de la CECA, puis la Commission européenne) s'est alors trouvée devant un choix qui explique encore la situation actuelle. Elle pouvait se lancer elle-même dans la production d'information en créant une agence de presse, des *newsletters*, etc. ; aller au devant des journalistes dans les pays membres ou réussir à attirer ceux-ci à Bruxelles.

Les deux visages
du journalisme européen

Gilles Bastin

C'est finalement ce qu'elle a réussi à faire, grâce à un système de communication fondé sur deux piliers : la mise en place d'un dispositif administratif d'accréditation et la construction d'un centre de presse fonctionnant comme un véritable «atelier collectif» de production de l'information.

Le dispositif d'accréditation permet d'abord de garantir aux professionnels travaillant à Bruxelles qu'ils seront les premiers à recevoir l'information européenne. L'entrée du centre de presse est en effet au départ réservée aux accrédités. Il permet aussi de donner à ces professionnels une



*La salle de presse du Berlaymont dans les années 1960.
© Médiathèque de la Commission européenne.*

forme de reconnaissance puisque l'API — l'Association de la Presse Internationale qui représente les journalistes européens à Bruxelles — participe avec la Commission européenne aux décisions d'accréditation. Cette procédure crée donc une forme d'utopie professionnelle : celle de la constitution d'un lieu de rencontre autonome, clos et pacifié (c'est-à-dire non concurrentiel) entre sources d'information et journalistes.

L'histoire plus récente de ce dispositif d'accréditation montre cependant des signes de crise évidents. À partir des années 1980, l'augmentation du nombre des professionnels couvrant l'actualité européenne rend d'abord impossible la gestion au cas par cas des dossiers d'accréditation (le statut initial prévoyait que chaque accrédité était par exemple accueilli individuellement en salle de presse, puis salué par le porte-parole lors de son départ !). Au même moment, alors que l'API demande le renforcement des

contrôles sur l'attribution du titre d'accrédité, la Commission européenne cherche et réussit à affaiblir la protection que celui-ci accorde aux journalistes qui le possèdent. L'accès au centre de presse est de plus en plus largement ouvert aux non-accrédités et la mise en ligne des notes de presse sur le serveur Rapid se fait de plus en plus tôt, jusqu'à devenir à peu près instantanée. La diffusion des conférences de presse sur le canal EbS participe aussi à cette «normalisation» du monde bruxellois.

L'autre pilier du monde bruxellois de l'information, c'est le centre de presse de la Commission européenne (actuellement dans l'immeuble du Breydel). Les *briefings* organisés dans ce centre (ils s'appelaient jusqu'à il y a peu des «rendez-vous de midi») attirent tous les jours plusieurs centaines de journalistes. Ceux-ci trouvent sur place, outre l'ensemble des notes de presse du jour, de la documentation, des contacts privilégiés avec les porte-parole, un environnement de travail bien équipé et un cadre agréable pour prendre un verre. Peu de journalistes peuvent se permettre de ne pas passer par ce centre de presse et c'est la raison pour laquelle on peut y voir le principal «atelier» dans lequel s'élabore l'information européenne. Lui aussi est en crise. Conçu pour alimenter la curiosité de spécialistes souvent convaincus par le projet européen (photo 1), il fonctionne moins bien comme scène médiatique surexposée (photo 2) et nombre de professionnels dénoncent le passage d'une logique de l'information à une logique de communication.



*La salle de presse du Breydel lors de la première conférence
de presse de R. Prodi le 9 juillet 1999.
© Médiathèque de la Commission européenne.*

Changements dans la population des accrédités

Il est facile de trouver la raison de ces deux « crises » en examinant l'évolution de la population des professionnels de l'information demandant une accréditation à la Commission européenne. Cette population connaît des changements de grande ampleur dans sa taille et dans sa composition. De 100 accrédités en 1962, on est d'abord passé à plus de 800 en 1999. Les périodes d'augmentation les plus importantes correspondant aux années 1960 et aux années 1980. Par ailleurs, il s'agit d'une population qui se féminise : les femmes ne représentaient que 19 % des accrédités de 1983 pour plus de 31 % en 1999. Enfin, les types de médias pour lesquels travaillent les accrédités changent aussi. La presse écrite généraliste se maintient autour de 40 %, mais l'audiovisuel prend un poids croissant (34 % des nouvelles arrivées entre 1997 et 1998), au détriment des agences (19 %), des bulletins d'information (5 %) et de la presse spécialisée (3 %).

Ce groupe connaît aussi des changements qui renvoient directement à la question de l'autonomie de fonctionnement du monde bruxellois par rapport à la profession journalistique en général.

D'un côté, cette autonomie semble toujours assez forte dans les chiffres. De nombreux professionnels de l'information font par exemple des carrières locales longues, et parfois très longues. 26,9 % des journalistes ayant perdu leur accréditation entre 1991 et 1998 avaient, par exemple, fait une carrière de plus de cinq ans sur place, et 6,7 % de plus de dix ans. Par ailleurs, si l'on en croit les dossiers d'accréditation (qui sous-estiment grandement ce phénomène) 30,9 % des journalistes accrédités en 1999 ont eu plus d'un emploi sur la durée de leur présence comme accrédité (la moyenne se situe à 1,56 emploi par personne). D'un autre côté, la population des accrédités à Bruxelles semble de plus en plus ressembler à ce que l'on pourrait appeler un modèle de « place de correspondance ». Les nouveaux arrivants sont de plus en plus nombreux à fournir une carte professionnelle à leur arrivée (78 % des entrants de 1998 contre seulement 46 % en 1978), ils font des car-

rières locales de plus en plus courtes (4 ans et trois mois en moyenne sur 1991-1998) et situées de plus en plus tard dans leur cycle de vie professionnelle (alors que 14,5 % des entrants avaient moins de 25 ans en 1979, ils ne sont plus que 5,2 % en 1998). Par ailleurs l'occupation de plusieurs emplois à Bruxelles, mentionnée plus haut, diminue. Ces phénomènes dénotent une diminution de la capacité du monde de l'information européenne à s'auto-réguler par rapport à une régulation fournie par la profession journalistique.

Il semble donc qu'il y ait une tension forte, jusque dans les chiffres, entre deux types de journalistes européens à Bruxelles aujourd'hui. Des professionnels circulant dans l'espace de la profession journalistique et ne restant que peu de temps à Bruxelles avant d'occuper d'autres postes de correspondant d'un côté. Des professionnels arrivant plus jeunes, faisant le choix d'une insertion locale plus forte et restant à Bruxelles pour y occuper différents emplois de l'autre.

Carrières de professionnels de l'information

Cette tension est aussi très apparente dans la biographie professionnelle de nombreux journalistes européens. D'un côté la logique de la profession journalistique prescrit en effet des carrières courtes sur place et peu d'engagement dans des relations d'emploi locales ; de l'autre, de nombreuses opportunités disponibles attirent les professionnels de l'information vers des carrières locales. À titre d'exemple, entre cinq et quinze offres d'emploi circulent chaque mois sur la seule liste de diffusion de la branche bruxelloise de la NUJ (*National Union of Journalists*). Et les propositions de postes de correspondant sont marginales par rapport à des offres concernant du *copywriting* pour différents types de clients, des *public relations*, et des positions d'*editor*.

On comprend mal, en effet, les carrières des journalistes européens si on ne les replace pas dans un cadre plus large, celui de l'économie de l'information européenne. Celle-ci a beaucoup changé dans ses principes de fonctionnement, mais une chose n'a pas changé : le besoin très important de main d'œuvre dans ce secteur. Et les journa-

listes sont les premiers à s'y être investis. Dès le début des années 1970, la mise en place de la réglementation liée au Marché Commun a par exemple ouvert un marché pour la production de *newsletters* destinées à des secteurs d'activité déterminés. Nombre de journalistes se sont engagés dans cette activité à titre indépendant ou dans le cadre d'entreprises de presse plus ou moins grandes. À cette époque, ce sont les institutions européennes elles-mêmes qui recouraient le plus (et directement) aux professionnels de l'information : rédaction de brochures vantant leur politique, d'«études» et de dossiers, etc. À partir des années 1980, le marché s'est encore élargi avec la perspective de l'Objectif 1992, mais il a aussi été investi par des spécialistes des relations publiques. Ceux-ci ont cependant toujours recours aux journalistes européens comme cadres ou comme sous-traitants lorsqu'ils ne disposent pas de la main d'œuvre nécessaire pour répondre à une demande spécifique d'un client (ce qui est fréquent) ou qu'ils recherchent un style d'écriture «punchy» (une qualité souvent attribuée aux journalistes). Les journalistes et les anciens journalistes sont donc nombreux dans cette industrie, comme dans les *think tanks* ou dans l'organisation de conférences à Bruxelles.

Les principes de fonctionnement de cette économie de l'information (rôle prépondérant des réseaux de connaissance pour trouver les emplois, mode de travail majoritairement *freelance*, importance des logiques de sous-traitance) permettent aux journalistes des jeux très subtils avec leur identité professionnelle et avec leur carrière. La capacité par exemple d'occuper des positions qui sont à mi-chemin du travail salarié et *freelance*, la possibilité de vendre une partie de son travail sans y accoler son nom, etc., permettent souvent de s'installer dans l'économie locale sans pour autant avoir à assumer le changement d'identité professionnelle subi par ceux qui passent directement, par exemple, d'un emploi de journaliste à un poste de porte-parole ou de consultant.

Nouvelles revendications professionnelles

Mais cette construction originale des carrières professionnelles dans le monde de l'information européenne s'est d'une certaine façon heurtée dans les années 1990 aux grandes mutations quantitatives citées plus haut. Ce qui apparaissait normal jusqu'aux années 1980, à savoir la participation des journalistes à l'économie locale de l'information européenne, par delà les lignes tracées par la division du travail de l'information entre professions, est apparu comme une anomalie pour des journalistes, de plus en plus nombreux, qui étaient arrivés dans les années 1990 à Bruxelles.

Rejetant en bloc le travail collectif permis par l'«atelier» du centre de presse et le modèle de carrières de nombre de leurs confrères, ils ont cherché à imposer, notamment dans leurs articles, une nouvelle figure professionnelle, celle d'un journaliste européen d'investigation. Cette «entreprise de morale professionnelle» a conduit à faire apparaître dans l'espace public européen, au tournant des années 1990-2000 des mots qui lui étaient alors étrangers : «faits», «enquête», «opinion», «doute», «fraude» en sont des exemples.

Il serait bien sûr dangereux de minimiser la dimension proprement politique des événements qui ont conduit à la démission de la Commission européenne en mars 1999. Mais il ne fait pas de doute que Jacques Santer et son équipe ont en partie fait les frais d'une forme originale de «règlement de comptes professionnels» dans le monde du journalisme européen et d'une mutation douloureuse de celui-ci.